L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Entre les rues Bienville et Conti.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 21 MAI 1868.

DUFOUR & LEMEE,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10; par semestre, $5; par trimestre, $2½
Prix d'une insertion, 10 cents.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi:
Par an, $6; par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces immobilières, placées à leur de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 20 le carré pour le première insertion, et 70 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces immobilières de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces en noir, dans la page éditoriale, paieront $70 net le carré par mois.

Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces seront, en leur prix indiqués de dessous pour les annonces ordinaires, bel exemple qu'il sera souvent avec elles; mais dans aucun cas, cet exemple ne dépassera 33 par cent.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents par ligne à chaque insertion.

Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées dix fois.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de grandes affaires avec le journal seront réglés tous les trois mois.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir à la page anglaise.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 21 MAI.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par O. de Férlet.—A la Bourse des Négociants et des Entrepreneurs, une maison et terrain dans le rue Casseaire, entre les rues Poeta et Espagne. Également, un terrain dans la rue Urquhart, entre les rues Marais et Espagne, de la succession Clairvine Vasnier. Aussi, un terrain avec une maison en briques, &c., rue Bourgogne, entre l'Hospital et Crasilloux, et trois terrains au nouveau faubourg Marigny, Treizième District, de la succession Pierre Maillot. Aussi, une résidence de prix, sur l'Esplanade, entre Marais et St-Claude. Aussi, quatre lots de prix dans le Premier District.

Par D. F. Murphy.—A 11 heures et demie, au No 47 rue de la Magazine, des litres, quincaillerie et chaises.

Par Hoffman, Marks & Co.—Vente à crédit et par catalogue, au magasin de Kaufman Brothers, au coin des rues Bienville et Perdido, à 10 heures du matin, tout le stock entier de marchandises sèches en gros de Schwartz, Kaufman & Co No 109 de la rue Gravier, et transporté pour la vente. Également, tout le stock de Kaufman Brothers, formant le plus bel assortiment.

Par Hale, Bloken & Co—No 21 rue de Chartres, grande vente de marchandises sèches, articles de fantaisie et chaussures.

Par Roger & Co—A leur salle d'encan, rue de la Course, 200 caisses bottes, souliers et brodequins.

Aussi—aux Nos 45 et 47 de la rue Vieille Levée, linge de lit et draperie.

Par Montgomery Bros. & Co—A leur salle d'encan toute régulière de meubles et d'ustensiles de cuisine.

Et aux écuries de F. Liner, rue Gravier, magnifiques chevaux appareillés et de monture, beaux mulets, belles voitures à lisières, buggies, et agrès de harnais.

Par H. Scott—habillements et chapeaux.—

Par Vincent & Co—au No 16 de la rue de Chartres, une grande marchandises sèches, étrangères et américaines, sans réserve.

☞ Achetez vos confiseries et chocolats chez H. Kreer Turpin, 92 Vieille-Levée.

Grande vente de Chaussures. — MM. Louis Stern & Bros. vendront demain vendredi, 22 du courant, à 10 heures du matin, à leur salle d'encan, rue du Camp No 36, un grand assortiment de chaussures tout récemment expédié des meilleures fabriques de l'Est et dont aujourd'hui pour cette vente spéciale. Le tout sera vendu sans réserve et les conditions seront annoncées au moment de la crier. Nous appelons l'attention de nos acheteurs sur cette vente importante qui comprend près de 2000 caisses d'articles supérieurs.

UNE PRÉDICTION DU "WORLD."—Depuis le commencement du procès présidentiel, le *World* a soutenu que le Président serait acquitté. Dans son numéro de samedi dernier, avant le vote sur le onzième chef, il publiait une liste des sénateurs qui voteraient sur ce chef pour la condamnation, et pour l'acquittement, et cette liste a été parfaitement justifiée par l'événement. Le même article contient le probable des sénateurs sur les autres chefs; en voici le tableau :

Articles.	*Coupable.*	*Non coupable.*
Ier	28	25
II	34	19
III	13	40
IV, V, VI, VII	13	40
VIII	34	19
IX	13	40
X	17	37
XI	34	19

Si le *World* a aussi bien vu sur ces articles que sur le onzième, alors l'acquittement du Président est certain.

LES CONSTITUTIONS DU SUD ET LE PRÉSIDENT.—Voici en quels termes est conçu le message du Président qui transmet au Congrès les nouvelles constitutions des Etats du Sud :

Au Sénat et à la Chambre des Représentants,

Je transmets au Congrès les documents ci-joints, qui sont tous les papiers qui m'ont été soumis relativ aux procédures auxquelles ils ont trait dans la Caroline du Nord et de la Louisiane.

ANDREW JOHNSON.

On voit que le Président évite de reconnaître au document en question aucun caractère légal.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—C'est ce soir la clôture de la saison théâtrale, le jour d'adieu des artistes au public et du public aux artistes. Pour cette raison tous les habitués devraient se donner rendez-vous à l'Opéra, ne serait-ce que pour se dire au revoir et pour donner une dernière preuve de sympathie à la direction, aux artistes et au bénéficiaire, M. Normandin, qui a bien mérité de tous par son zèle et son assiduité.

Le spectacle choisi est *Les Juifs*, magnifique opéra d'Halévy, qui a été déjà chanté avec beaucoup de succès par MM. Picot, Damiani, Van Hoffien, et Mmes Fauchetti-Faye et Ségalin. Nous espérons que cette dernière soirée sera dignement la saison théâtrale.

La réunion des abonnés de l'Opéra qui avait été fixée à ce soir, est renvoyée à samedi prochain, à sept heures et demie du soir. Les membres du comité chargés de rédiger un projet de règlement sont priés de se réunir au foyer de l'Opéra vendredi soir, à sept heures et demie.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Ce soir l'Académie de Musique donne une pièce qui attirera toute la ville. C'est la première représentation de l'*Impeachment*, ou la mise en scène des hommes et des choses en 1868 aux Etats-Unis, le tout dans un acte *sans tract inconstitutionnel*.

On y verra Ben..... et Bat!.....

On donnera encore *les Nymphes de la Mer des Caraïbes*, avec des tableaux, des combats, des chansons, danses, &c..... Le spectacle commencera par une scène ou paraîtra toute la compagnie. Avec un programme de ce genre le succès de la soirée est certain.

LES CONCLAVES RÉUNIS.—Les officiers et membres du conclave Etna, du conclave Aurora et du grand conclave de la Louisiane, et les officiers et membres de tous les conclaves subordonnés se sont réunis hier soir vers 7 heures, au coin de la rue de la Douane et Passage de la Bourse, pour aller assister à l'installation du conclave Oliver No 16, qui devait avoir lieu chez Josephine No 67, entre les rues Fulton et Rousseau. Tous les membres portaient leurs insignes, et la procession, ayant à sa tête le premier corps de musiciens de la ville, présentait un coup d'œil magnifique. Nous prions MM. les membres des conclaves d'agréer nos plus sincères remercîments pour la sérénade très flattense dont ils ont bien voulu nous honorer en passant devant les bureaux de l'*Abeille*.

Le *Camellia*—Ce magnifique steamer, commandé par le capitaine W. L. Cozens, en connexion avec le steamer Watson, fera dorénavant un service journalier entre la Nlle-Orléans, Donaldsonville, Lawrburg et Madisonville. Nous avons déjà dit que les luxueuses cabines du *Camellia* sont aussi belles et que par sa marche il doit inspirer toute confiance. Le capitaine Cozens que nous connaissons depuis 20 ans, est un des plus capables et vieux capitaines Forsyth, et populaire dans le service de la rivière de la Nlle-Orléans à Pensacola. Nous ajouterons que le *Camellia* ne devant jamais être retiré de la ligne pour laquelle il est construit, la cabine de Madame Cozens voyagera. Lorsbourg et Mandeville peuvent compter avec certitude sur la régularité et la permanence du service.

Restaurant des Etats-Unis.—M. Pits Hoppe, bien connu qui n'est fait connaître d'une manière si favorable avec plus d'un établissement de consommation fondé par lui, tient le restaurant des Etats-Unis, rue Commerce, entre les rues St Charles et Carondelet. Dès que M. Hoppe donne bien à dans ce poste comme il a brillé dans tous les autres où il s'est trouvé, c'est à peu près inutile, il a une réputation sur ce point et bien établie. Notre but se borne donc à rappeler à nos lecteurs que le Restaurant des Etats-Unis est prêt comme toujours à recevoir dignement le public consommateur.

Gaslier.—M. Julius Loeffler, rue de Chartres, No 1.3, entre St-Louis et Toulouse, annonce aujourd'hui dans l'*Abeille* qu'il vient de terminer les installations pour le gaz, mais encore qu'il vend toutes sortes d'articles, de broyant, &c.—Voyez l'annonce.

CHÈRE.

Un fait piquant et étrangement vient, s'il faut en croire des correspondances de la Caude adressées à un journal du soir, de se passer sur la côte de Sylvanie, le 9 avril. Les Grecs de cette région ont débarqué de passagers et de matériel de guerre que la marine à vapeur hellénique *Kasone* se disposait à débarquer sur le littoral. Les Grecs déclarèrent à cette occasion que depuis trop longtemps on les poussait sans profit à la révolte, et qu'ils voulaient cesser définitivement une lutte sans chance et ruineuse pour eux.

Les volontaires grecs retournèrent à bord de l'*Eurotas*, où ils parent méditer à leur aise sur les devoirs de la neutralité.

DÉSORDRES EN VIRGINIE.—Nous trouvons le récit suivant dans le *Republican* de Lynchburg (Virginie.)

Vendredi soir, M. Francis Henry Brokenbrough, fils de l'Hon. W. Brokenbrough, et frère de notre honorable citoyen de cette ville, le major J.-B. Brokenbrough, se rendait à sa résidence, à Lexington, avec sa mère et une autre dame, lorsqu'il rencontra un nègre et plusieurs négresses, qui lui barraient le chemin sur le pavé. Le jeune Brokenbrough, par égard pour les dames qu'il accompagnait, ne fit pas justice de l'injure sur le moment; mais après avoir conduit les dames à la maison, il revint et apostropha le nègre en lui demandant la raison de l'insulte qu'il en avait reçue mais aucun dessein arrêté de lui administrer le châtiment qu'il avait mérité. Le nègre, pour toute réponse, tira incontinent un pistolet de sa poche et fit feu sur M. Brokenbrough, qu'il atteignit en pleine poitrine. Arrêté sur le champ, il a été conduit à la prison le lendemain matin.

Dans la matinée, le bruit de ce qui s'était passé s'est répandu, et avec lui l'indignation a grandi de proche en proche, surtout quand on a su qu'il y avait danger de mort de la part du jeune Brokenbrough, qui est très aimé dans la ville. Une foule considérable s'est portée à la prison dans le dessein de lyncher le nègre. Heureusement, le général Lee est intervenu et a prévenu l'accomplissement de ce dessein. A sept heures, la foule s'est dispersée et l'ordre a été rétabli. Une exécution sommaire a été évitée et la justice régulière aura son cours.

Le Sun imprime les lignes suivantes:

"On dit que le général Dix est en froid avec Napoléon III, et que l'empereur ne lui adresse la parole que lorsqu'il y est contraint par quelque nécessité officielle. Ce mécontentement proviendrait du grand nombre de demandes de naturalisation adressées au général Dix par des Français."

Le *Sun* est mal informé. Nous savons de source certaine que les rapports entre les Tuileries et le ministre des Etats Unis n'ont jamais été meilleurs. Et quant aux nombreuses demandes de naturalisation formées à l'ambassade, elles se réduisent en réalité à *deux*, dont une émanant d'un étranger, ainsi que le fait a été officiellement connu, et ce en communiqué que nous avons reproduit il y a quelque temps. (*Courrier des Etats-Unis.*)

DÉPART DU CONSUL GÉNÉRAL DE FRANCE.—Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* du 15 mai :

Au nombre des passagers qu'emporte demain la *Ville de Paris*, se trouve M. LE BARON (GALBERT) BOILLEAU, consul général de France à New York, qui a obtenu un congé pour se rendre en Europe. Nous espérons que cet éloignement ne sera que temporaire, et que M. Galbert de Boilleau reviendra, son congé expiré, reprendre les rênes d'une administration qui, entre ses mains, a toujours conservé d'une chaude sollicitude et d'une protection efficace les intérêts souvent très graves de nos nationaux.

NOUVELLES DES ANTILLES.—Les nouvelles des Antilles françaises sont assez favorables. La récolte s'annonce sous les plus heureux auspices. On se rappelle que, sous l'empire du nouveau régime qui régit les colonies françaises, le conseil général de la Guadeloupe avait cru devoir supprimer une partie des droits de douane, tandis que celui de la Martinique avait maintenu. Diverses tentatives avaient été faites à Paris pour obtenir l'annulation des mesures libre-échangistes prises par le conseil de la Guadeloupe. Nous sommes heureux de pouvoir dire que ces tentatives n'ont pas abouti, et que le principe de la liberté économique pour nos colonies a été sauvegardé.

Un décret impérial, inséré dans le *Moniteur* du 25 avril, rend exécutoire la délibération du conseil général de la Guadeloupe, portant suppression des droits de douane (Bulletin officiel). Par cette mesure les marchandises étrangères autre que le sucre, le tafia, le café, le coton, le cacao, le tabac, le rocou et la vanille.

HAÏTI. — On mande de Port-au-Prince à la date du 27 avril :

"L'insurrection, qui, depuis on an, tient le gouvernement de Salnave en échec, a considérablement grandi et s'est étendue sur toute la région de Artibonite que commande le général Hyacinthe. Les Gonaïves et le Marchand menacés, et le bruit courait que le général Nissage Saget s'était déclaré en faveur des insurgés. Si ce bruit se confirmait, il serait douteux que le gouvernement de Salnave pût tenir longtemps. Celui-ci déploie, néanmoins, une activité extraordinaire; il a ordonné une levée en masse à Port-au-Prince où tous les citoyens de 18 à 60 ans ont été incorporés dans la garde nationale. Lui-même est au Fort Liberté faisant ses derniers préparatifs pour marcher sur les insurgés avec ses troupes régulières.

Les devoirs des classes élevées.

Sous ce titre, la *France* publie, dans un de ses derniers numéros, un article rempli de sages conseils qui peuvent trouver leur application aux Etats-Unis et surtout en Louisiane. Bien des fois nous avons reproché aux négociants et aux propriétaires leur abstention on leur inaction dans les affaires politiques. De temps à autre ils sortent de leur apathie pour faire un effort, mais le plus souvent, préoccupés de leurs intérêts matériels immédiats, ils abandonnent la direction des affaires politiques et celle des affaires de l'Etat et de la ville aux politiciens de profession, et en faisant cela ils méconnaissent aussi bien le soin de leurs intérêts particuliers que celui de l'intérêt général de la société, auquel il est de leur devoir de songer. Nous les engageons à méditer les réflexions suivantes d'un journal qui sait heureusement allier les idées les plus libérales à un sage esprit de conservation :

"A côté d'espérances exagérées qui lui viennent de ses passions et souvent d'influences coupables, le peuple a des aspirations légitimes, et il mérite d'être encouragé quand il veut s'élever par l'instruction, le travail et une vie digne. Ces classes élevées prendront-elles le parti de la *résistance*, de l'*abstention* ou de la *direction*?

"Si elles font obstacle, elles seront vite écrasées, et l'effort du peuple pour le briser ne fera qu'ajouter à la puissance et à la violence de sa cause.

"L'abstention laisserait passer le torrent qui, en s'élevant peu à peu, les couvrirait de ses flots, les anéantirait sous la force du nombre. Il suivrait le pente où on l'aurait laissé couler, sans plus les compter que les vivants ne comptent les morts.

"Reste donc la direction..... C'est la votre devoir..... Nous le savons, le peuple ne paraît pas disposé à accepter une main qui le dirige; mais il n'a pas autant de confiance qu'on le croit généralement; il hésite, il cherche, il écoute et accepte, sans même s'en rendre compte, l'influence qu'il prétend repousser, et elle se montre d'autant plus disposée à l'aider dans ses espérances et ses efforts."

Ainsi parlait, le 24 février 1868, dans la chaire de Saint-Eustache, en face d'un vaste et brillant auditoire, un des prêtres les plus éclairés et un des esprits des plus courageux de notre époque, Mgr Mermillod, évêque d'Hébron, auxiliaire de Genève.

L'orateur se plaçait naturellement au point de vue chrétien. Mais ce qui est vrai de l'influence religieuse est aussi vrai et plus encore de l'influence politique.

La redoutable leçon des événements confirme ces conseils de la prévoyance.

Une des causes de l'Assemblée constituante, qui en eut trop peu, Malouet, raconte dans ses Mémoires qu'après avoir rédigé les cahiers du bailliage de Riom, il fut effrayé de voir que les centrées dans le sens des réformes, par M. Necker, allaient dans tout l'éclat de son éphémère popularité.

Le ministre de Louis XVI lui dit : "Vous avez peut-être raison; vous avez fait la part des communes la plus large possible : mais vous ne tenez aucun compte des résistances des deux premiers ordres ; et faire prononcer le roi dans le sens contraire, c'est le jeter dans les bras de la noblesse et le clergé, qui mettent cependant un grand poids dans la balance."

La réponse de Malouet est remarquable :

"Ce ne sera pas, dit-il, les résistances des deux premiers ordres que je crains, c'est l'exagération des communes. Vous en avez trop fait ou trop laissé faire pour empêcher maintenant que les propositions que je vous ai soumises ne réussissent ; c'est à ne pas les dépasser qu'il faut se borner ; car au delà c'est l'anarchie. Mais si, dans la direction très décidée et très impétueuse qu'ont prise les opinions, *le roi hésite, si le clergé et la noblesse résistent, malheur à nous! tout est perdu.*"

Comme le fait observer justement M. Cuvillier Fleury, qui cite ces paroles dans le *Journal des Débats*, ce ne fut pas le roi qui fut prophète à force de sagesse et de bon sens.

L'honnête et loyal constituant, parlant ailleurs de la nécessité de diriger la révolution pour la contenir, ajoutait : "Il est fort aisé d'établir dans un salon, entre gens du même monde et du même avis, que ce sont les intendants, les parlements et les trois ordres qui le conviennent; mais essayez d'accréditer cette doctrine dans les villes, dans les campagnes, dans les garnisons, dans les arsenaux ; essayez de prouver à deux millions d'hommes armés et indépendants qu'ils doivent replacer sur leurs têtes tous les jougs qu'ils ont brisé. Je dis que Cicéron et Démosthènes y échoueraient, et que Frédéric-le-Grand n'y parviendrait qu'à la tête de son armée."

Même à la tête de son armée, Frédéric le-Grand n'y fut pas parvenu. Le mouvement était supérieur à toute force humaine ; tout ce qu'on pouvait faire, c'était de le modérer en se plaçant à sa tête, mais ce qu'on pouvait faire c'est précisément ce qu'on ne fit pas. Des trois partis possibles : la résistance, l'abstention, la direction, on s'attacha aux deux premiers au lieu de se tenir résolument au troisième, et ce fut un parti de malheur et tant d'excès.

Autre exemple moins saisissant, mais non moins instructif, qu'il quelques est donné par une société si entièrement différente de celle de l'ancien régime et de la nôtre. Nous avons plus d'une fois récemment sous les yeux d'une lecteurs le sombre tableau, tracé par un journal de New-York, de la situation qu'offre aujourd'hui l'Union américaine et des dangers auxquels s'expose cette grande république fondée de soie ou elle est entrée et où la pousse de plus en plus, sans contrepoids décormais suffisants, la violence des partis.

Les causes non pas peut-être la seule, mais une des causes certainement les plus actives de la démoralisation politique dénoncée par le *New-York Herald*, un administrateur des Etats-Unis, qui était en même temps un observateur sagace. M. de Tocqueville, le signalait, il y a bien des années, dans cette sorte d'égalitarisme qu'éprouvaient pour les affaires publiques les hommes arrivés à la fortune et que leurs lumières, leur situation, leur tempérament, rendaient les plus propres à exercer une heureuse et utile influence.

Il en résultait, en effet, qu'on ne voyait guère servir aux législatures des différents Etats et au Congrès que des médiocrités violentes et passionnées, ou des hommes faisant de la politique un métier, ce qu'on appelle aux Etats-Unis des *politicians*. Or, si le règne des médiocrités violentes—elles le sont toujours—trouvait son correctif dans ce système d'attributions pondérées, divisées, répanties sur un immense territoire, il ne saurait en être de même aujourd'hui que la concentration des pouvoirs peut livrer aux entreprenants d'un moment les plus graves intérêts du pays.

Ainsi, sous les constitutions et les régimes les plus divers, la résistance et l'abstention des hommes modérés renferment les mêmes périls.

Depuis 89, la France est une démocratie en droit, et elle l'est aujourd'hui en fait, cela est évident, et on peut ajouter, cela est irrévocable. Ceux mêmes qui le regrettent ne sauraient le contester. Le question n'est donc plus de savoir si nous serons une démocratie ; — ce point est hors de cause, — mais quelle démocratie nous serons : une démocratie environnée, isolée, ranie, jalouse de toute supériorité, poussant le sentiment égalitaire jusqu'au nivellement, n'ayant enfin d'autre frein que la despotisme ; ou bien une démocratie large, libérale, tempérée par toutes les influences légitimes du talent, de la science, du patriotisme, trouvant en elle-même son équilibre et son contre-poids.

La solution de ce problème dépend beaucoup de l'attitude que prendront les classes élevées ou, pour employer un mot plus juste, les classes éclairées. Leur rôle peut être considérable, si elles le comprennent et si, en le comprenant, elles le remplissent résolument et en dehors de tout parti pris. Mais il y a une chose dont elles ne sauraient être trop convaincues, c'est qu'il n'y a plus aujourd'hui d'autre influence que celle qui s'acquiert par l'action, et qu'on ne conserve que comme on l'obtient, par l'action.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPÉRATURE.—20 Mai.

THERMOMETRE DE C. DUHAMEL, OPTICIEN, Eucoigneur Bienville et Chartres.

6 heures	A. M.	70 degrés
12 "	"	75
3 "	P. M.	78 1/2
6 "	"	77

PROCÈS EN DOMMAGES. — E. B. Tinney, juge de paix de la paroisse St-Charles, a intenté une action de $10,000 en dommage devant la Sixième Cour de District, contre les propriétaires du *Commercial Bulletin*, journal de cette ville, à cause d'un libelle de nature locale, qui le concerne, publié dans le numéro de ce journal du 18 courant, où il est accusé d'avoir assailli, avec intention de meurtre, Wm. T. Bertell, le 16 courant ; pendant qu'il était dans la paroisse St Charles. L'affaire est devant la Cour de District des Etats Unis, à laquelle elle a été livrée par M. E. M. Ivans, qui était son grand juré pour le compartion.

VOL.—M. R. Gallard, tailleur, rue des Remparts, No 8, ayant rapporté à la Cour du recorder que des voleurs avaient enlevé du rez-de-chaussée ou est son magasin, pour $300 à $100 de draps ou de marchandises, a obtenu un mandat de perquisition, au moyen duquel les articles manquants ont été trouvés en la possession de Louis Hynes. En conséquence ce dernier a été arrêté.

ARTICLES VOLÉS.—L'officier Rogers a apporté à la station de police un lot de selles, harnais, etc., trouvés rue Baroune et supposés avoir été mis là par des gens qui les avaient volés.

GRAND VOL.—Vers 9 heures, hier matin, la maison de M. Olivier Bordelet, rue Richard No 165, entre les rues Magasins et Constance, a été visitée par des voleurs qui ont emporté quantité de hardes, $2000 en or et autres articles. Un nommé Henry Aston a été arrêté comme un des voleurs. Les autres sont inconnus.

LES VOLEURS A L'ŒUVRE—Des voleurs sont entrés hier matin dans la maison occupée par M. Domnique Paris, No 237 rue Bourgogne et ont enlevé $110 en or, trois montres et une chaîne d'or.

Trois nègres, Albert Palcal, Ch. Johnson et John Davis, ont été arrêtés sur le soupçon d'avoir commis les vols dans la maison, mais on ne connaît encore que le principe de la liberté économique pour nos colonies a été sauvegardé.

Un décret impérial, inséré dans le *Moniteur* du 25 avril, rend exécutoire la délibération du conseil général de la Guadeloupe, portant suppression des droits de douane (Bulletin officiel). Par cette mesure les marchandises étrangères autre que le sucre, le tafia, le café, le coton, le cacao, le tabac, le rocou et la vanille.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

La Convention de Chicago.

Parmi les délégués figurent 19 nègres.

Les Radicaux font flèche de tout bois.

Les commissaires d'impeachment.

Ils font la chasse aux télégrammes.

Projet de loi pour creuser les Passes du Mississippi.

Réclamations américaines contre le Mexique.

Brouille probable avec ce pays.

Le sénateur Henderson sommé de comparaître devant les commissaires.

Il refuse de comparaître avant de consulter le Sénat.

Nouvelles Européennes.

Londres, 20—Le gouvernement interdit la déposition de l'évêque Colenso.

Berlin, 20—Le Zolverein refuse de taxer le pétrole.

Vienne, 20—L'empereur a signé la loi établissant l'égalité légale des sectes religieuses.

Nouvelles de Washington.

Washington, 20—Pas de séance.

CHAMBRE—Sans avoir expédié aucune affaire, la Chambre s'est ajournée à demain.

Les commissaires d'impeachment ont demandé tous les télégrammes envoyés d'ici le vendredi.

Le général Boynton dépose avoir entendu Ross dire le 14 avril qu'il voterait pour le 11e article.

Quelque 75 télégrammes particuliers envoyés d'ici ont été communiqués aux commissaires.

Les gens se plaignent de ce que le caissier de la Première Banque Nationale a permis à Butler d'examiner les comptes particuliers toute la semaine.

Le Président Johnson figurait à pied dans une procession maçonnique aujourd'hui.

L'Etat de James Buchanan a empiré.

Washington, 20—Le comité du Commerce a rapporté à la Chambre un projet de loi mettant la Passe à Loutre du Mississippi dans les mains de James B. McClintock et John K. Scott, à la condition de leur le chenal ouvert à une profondeur de 26 pieds, mouvement qui il leur sera permis de lever un droit de 30 c. par tonneau sur les navires passant dans le chenal et tirant 15 pieds d'eau. Le bill dit plus.

Ils ont 18 mois pour se mettre à même d'exécuter les conditions du bill, et le corps des ingénieurs des Etats-Unis examinera si, en effet, elles ont été exécutées. Le département est opposé au bill, parce que le gouvernement a pendant nombre d'années alloué de l'argent pour améliorer ce chenal sans succès, la comité est disposé à le donner à quelques gens qui entreprendront le creusement de la passe en jouissant du privilège de lever un droit spécial sur les marchandises. La discussion a duré deux jours l'adoption de l'acte avant la prochaine session.

Washington, 20—On dit que les commissaires ont soumis, ou plutôt invité le Sénateur Henderson de comparaître devant eux. Henderson leur a adressé une lettre où il nie en doute leur droit d'interroger un sénateur, disant que l'affaire sera soumise demain au Sénat afin qu'il donne son opinion.

Le mouvement pour la réduction à 40 cents de la taxe sur le whisky semble gagner du terrain.

ESPAGNE.

LE PROGRAMME DE M. GONZALEZ BRAVO.

Dans la séance de la chambre des députés espagnols du 24 avril, M. Gonzalez Bravo, président du conseil des ministres, a fait la déclaration suivante :

Nous disons un gouvernement de résistance à toute tendance révolutionnaire ; c'est là ce que nous sommes encore. Nous formions un gouvernement qui avait accepté la situation créée par les réformes législatives antérieures ; nous nous soumettons encore à cette situation ; nous formions un gouvernement qui prétendait au pouvoir constitutionnel ; nous nous soumettons encore à cette situation ; nous formions un gouvernement qui prétendait satisfaire aux passions encore ardentes du public ; nous continuerons encore, c'est là ce que nous avons l'intention de faire. Voilà nos principes, voilà nos intentions. Et quant aux questions de personnes, permettez-moi, messieurs les députés, de parler ici des questions de personnes, qui ont malheureusement tant d'influence sur nos affaires. Quant aux questions de personnes, je dirai donc que si nous sommes fermes, si nous devons être très fermes dans des questions d'idées et de principes, dans les questions de personnes, il faut convenir qu'il est besoin, qu'il est nécessaire de voir un esprit large et élevé de générosité et de conciliation présider à nos actes, et abandonner, il faut le dire, toute idée de vengeance et de rancune, et celle surtout dans les circonstances actuelles.

Je crois avoir fait les déclarations convenables pour ne point laisser de doute sur la nature de notre esprit, la fermeté de nos intentions et la tendance qui nous guide. C'est à vous, à présent que vous êtes prévenus, d'agir, et nous acceptons toutes les actions : nous avons confiance qu'elle y répondront ; sachant ce que nous avons perdu, nous avons confiance dans le pays que vous représentez ; nous avons confiance dans les idées que nous professons ; nous avons confiance dans la raison profonde que possèdent chez vous ces objets élevés dont j'ai parlé devant vous, et, tant en étant bien plus faibles que celui qui nous précédait, nous sommes au moins, avec aussi bonnes intentions, aussi forte que lui pour maintenir ces objets sacrés à la hauteur ou ils doivent être placés.

Partout où nous verrons des hommes sincères dans du trône, des institutions, des lois dans l'état de la société, des intérêts, des idées, de nos idées, de nos traditions religieuses, quelle que soit leur attitude, en eux nous ne verrons pas des ennemis.

Messieurs, deux mots encore : Le duc de Valence a cessé de vivre, son action ne peut plus se faire sentir, mais son souvenir est gravé au fond de nos âmes, et, dans sa haute bonté, m'a fait président du conseil ; ce n'est pas moi qui préside le conseil des ministres, c'est l'ombre du duc de Valence, c'est sa mémoire qui nous présidera.

UNE COMTESSE CONDAMNÉE POUR EMPOISONNEMENT.

Nous empruntons au *Moniteur* le compte-rendu de cette affaire dont nos lecteurs connaissent déjà les faits :

La 22e session a été renvoyée, à Vienne, les débats d'une mystérieuse affaire qui excite à un haut degré la curiosité publique. C'est un procès d'empoisonnement. Deux personnes, la baronne Louise d'Ebergenyi et la comte Gustave Chorinsky, sont accusés d'avoir empoisonné la comtesse de Chorinsky, femme de l'un et sœur de l'autre. Le comte Chorinsky, où il ne sera jugé qu'après la baronne d'Ebergenyi. Cette dernière est née à Szecsen, en Hongrie, elle est âgée de 28 ans, elle a épousé en premières noces un chanoinesse du chapitre noble des dames de Brün.

Voici l'acte d'accusation :

Mathilde Rinaldi, née à Munich, de parents bourgeois, le 16 mai 1833, s'était destinée au théâtre ; elle appartenait, il y a une dizaine d'années, au théâtre impérial de Vienne. Grâce à son élévation sur des planches qui dominent le désert africain, elle jouit sous cette zone brûlante d'un climat tempéré, et forme une union avec le comte deux fois grand comme la France, et d'une fécondité exceptionnelle. Elle est arrosée par le Nil et ses affluents ; son verrant de la mer Rouge est sillonné par de nombreux canaux qui ne perdent pas pour la fertilité des sables, unis par l'industrie moderne aux promptement canalisée et dirigée jusqu'à la mer, supprimé l'obstacle redoutable de la traversée des terres chaudes.

Le peuple abyssin est une race vigoureuse, guerrière, d'un caractère assez remuant mobile, et la résistance à l'influence et à la domination étrangère ne présentera pas cette froide persévérance que l'on rencontre parmi les nations musulmanes, et qui rend si lente l'action civilisation africaine. Le foi chrétienne facilitera encore l'établissement de ses relations avec l'Europe.

En 1860, une mission française s'était rendue auprès de Négoussié, qui était à cette époque le souverain du pays : elle avait obtenu de large concessions, et notre influence politique notre plus légitime influence sur la mer Rouge et aurions contrebalancé l'importance des possessions anglaises dans les Indes. Il faut regretter que les circonstances ne nous aient pas permis de profiter de cette expédition habilement conduite par le commandant de Russel qui, depuis, a trouvé une mort glorieuse dans la campagne du Mexique. Les événements actuels donnent à cette mission un intérêt nouveau, et nous en retracerons les principaux incidents dans un autre article.

ANGLETERRE ET ABYSSINIE.

Les feuilles anglaises, libérales ou tories, sont unanimes, il faut le reconnaître, pour repousser toute idée de colonisation par l'Angleterre sur les côtes d'Abyssinie. Le *Star* assure qu'un fil de mai il ne restera plus un seul Anglais ou Indien sur la côte africaine. Le *Times* constate avec une véritable satisfaction que la dépêche de sir Napier se termine par ces mots : "Il n'est question ni d'annexion ni de gouvernement." Le *Daily News* s'écrie avec joie : "Les prisonniers sont libres, notre tâche est complètement finie en Abyssinie."

A quoi attribuer cette indifférence pour la conquête ? Est-ce un mouvement spontané et bien sincère, chez le peuple anglais, de magnanimité et de désintéressement politiques ? N'est-ce pas plutôt une détermination inspirée à l'Angleterre par les dépenses et les ennuis incessants que leur occasionnent les colonies depuis plusieurs années ?

L'*International* assure que, tandis que toute la presse anglaise est unanime sur l'urgence du départ immédiat de l'armée d'Abyssinie, un comité va se former dans la Cité de Londres dans le but de présenter une adresse à lord Stanley, demandant que le gouvernement s'assure une position stratégique en Abyssinie pour la protection du commerce anglais.

Le bruit courait même, suivant cette feuille anglo française, que deux princes indigènes auraient déjà demandé à sir Robert Napier de rester en Abyssinie pour régler les affaires intérieures du pays.

BULLETIN FINANCIER.

Mercredi soir, 20 mai.

Nous n'avons à constater aucune amélioration sur le marché monétaire. Les achats de billets de ville à bas prix n'absorbe une grande partie des capitaux. Les billets se font, dans les rues, à 1, 1 1/4 et 1 1/2 par mois et les billets hypothécaires à 11, 12, 13 et 15, suivant les garanties.

L'or a ouvert à 140 5/8 (139 3/4 à Ne-York) et, après une demande modérée, a clos à 140 1/2 à 140 3/4. Les transactions comprennent : $5000 et $1500 à 140 1/2, $5000 et $20,000 en deux sommes égales à 140 5/8 et $1000 à 140 3/4.—Dans l'argent, une vente de $1800 en demi piastres américaines a eu lieu à 136 5/8. Cette monnaie est cotée à 136 à 136 1/2 : les piastres américaines à 143 à 143 1/2 en monnaie courante et 2 à 2 1/4 de prime en or.

Il n'est fait très peu de chose dans le change étranger. La rareté des offres a amené une légère hausse. 1,000 livres sterling No 1 se sont vendues à 153 3/4, 2,000 livres à 153 3/8, une traite à court sur 1,000 livres a été cédée aux plus élevées de nos cotes et 1,000 livres de banque à 154 1/2.—Dans le change sur France, 25,000 francs, en change commercial No 1, à 3 68 3/4 et 25,000 à 3 67 1/2.—Le sterling peut être coté à 152 3/4 à 153 1/4 et 153 1/2 le commencement bon à No 1 et clear à 154 et 154 1/2 le change de banque ; le change sur France, à 3.70 à 3 67 1/2 le premier et 3.65 le second.

Les offres de change américain ont été limitées, mais comme il n'y a guère eu de demandes pour les remises, les cours se sont à peine maintenus. Les banques ont continué à tirer sur New-York à 1/2 pour cent de prime, taux auquel la facilité de la remise est offerte aux comptoirs. Les ventes de change commercial embrassent $25,000 à 1/8 à 1/4 de prime ; $10,000, $10,000, $10,000 et $20,000 à 5/16 ; $6000 à 3/8 et $10,000 à trente jours à 7/16 de prime. Les banques ont vendu $20,000 à 7/16. Quelques autres ventes de change de commerce ont eu lieu à 1/4.

Une vente de 200 actions de la banque de l'Etat de la Louisiane s'est faite à $21 25. Il y a demande de bons consolidés de la ville à 75 à 76. Les bons de billets de ville, les achteurs ont obtenu un nouvel avantage. On a vendu $2000 à 35 d'escompte, $800 à 35 3/4, $3000 et $5000 à 36, $2000 et $4000 à 36 1/4, $3000 à 36 7/8 et $10,000 à 37.

Les cours ont acheté les petites sommes à 36 1/2 et jusqu'à 38 d'escompte ; ils ont vendu aux contribuables à 35. — Les billets de ville de l'Etat sont cotés à 49 à 50, ce qui indique une nouvelle baisse.

BULLETIN COMMERCIAL.

BUREAU DE L'ABEILLE.
Mercredi soir, 20 mai 1868.

COTON—Lamouv